



EUROPE

FAIRE RÊVER
À L'EXTÉRIEUR...
ET DOUTER
À L'INTÉRIEUR ?

Les Français semblent de plus en plus critiques envers l'Europe. Ils ne la reconnaissent plus et estiment qu'elle ne correspond plus à l'idée d'origine de Monnet et Schuman. Ils mettent en cause l'élargissement, se plaignent des politiques européennes et doutent de leur efficacité dans la crise actuelle. Zoom sur une construction qui "fait rêver à l'extérieur et ne doit pas désespérer à l'intérieur" comme l'explique Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman.

Quel était l'esprit de départ de l'Europe ?

Jean-Dominique Giuliani : "L'Europe est un projet français. Au sens le plus profond du terme ! Il a été initié avec une vision prémonitoire de la mondialisation et pour ramener la paix dans une Europe qui devait se reconstruire. Robert Schuman a eu l'audace de le proposer au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, alors que l'Europe était exsangue. Son objectif était de conduire les États à coopérer plutôt que de s'affronter en permanence en mettant en commun la défense et la promotion de certains de leurs intérêts nationaux. La démarche de fond visait à ce que l'Europe, à la fin du 20^{ème} siècle, redevienne l'une des grandes puissances mondiales, malgré les errements de ce siècle meurtrier. Il a réussi au-delà même de ses espérances."

A l'époque, quelle était la vision de Robert Schuman ? Souhaitait-il une Europe économique ou visait-il une Europe politique ?

Jean-Dominique Giuliani : "Il voulait une Europe politique par l'économie, c'est-à-dire par le croisement et le partage progressif des intérêts nationaux. Il partait du constat que notre continent était l'un des plus anciens en matière de démocratie, de création des nations et de construction étatique. Il était, par conséquent, impossible de créer une Europe d'en haut en décrétant, du jour au lendemain, l'émergence d'une confédération à l'américaine et en effaçant des siècles d'histoire, d'identité et de construction nationale. Pour Robert Schuman, les conditions du succès reposaient sur une coopération progressive des États. L'esprit européen, c'est s'occuper d'abord des citoyens avant de laisser la logique des États, forcément compétitive, voire conflictuelle, régler les rapports entre les peuples et généralement les conduire à s'affronter. L'Europe

est le contraire d'un État ou d'un Empire. C'est une construction originale qui postule que la paix, le dialogue et la discussion sont indispensables aux relations internationales, qu'ils rapprochent les peuples et obligent leurs États à coopérer. Cette idée originale est trop souvent ignorée, aujourd'hui, dans le débat contemporain. Pourtant, elle est fondamentale car c'est elle qui a permis de créer des organes communs, là où on est obligé de dialoguer avec nos partenaires et de poser des règles de fonctionnement pérennes, que nous nous engageons à respecter avant de s'affronter. La première difficulté a été de définir les domaines qui seraient partagés sans mettre en péril la souveraineté de chaque État. Pour construire l'Europe dans la durée, la commission européenne, organe supranational, a été créée en 1957 pour rappeler aux États leurs engagements et les mettre en œuvre, sur la base des traités, c'est-à-dire en leurs noms. Elle dispose ainsi d'une compétence exclusive dans quelques domaines limités (concurrence, union douanière, agriculture, pêche et commerce, monnaie). Tout autre sujet nécessite, encore aujourd'hui, l'accord des États qui partagent certaines compétences avec les institutions ou demeurent exclusivement compétents pour d'autres, comme par exemple le social ou l'éducation".

"Depuis l'Euro, il n'y a plus, sur la table, de projet novateur tourné vers l'avenir et capable de susciter une adhésion."

Comment se porte l'Europe aujourd'hui ?

Jean-Dominique Giuliani : "L'Europe est malheureusement affaiblie par la crise et la faiblesse de l'engagement

des dirigeants nationaux. Depuis Valéry Giscard d'Estaing, Helmut Schmidt, François Mitterrand et Helmut Kohl, nous manquons de dirigeants européens dotés d'une véritable vision européenne. Depuis l'Euro, il n'y a plus, sur la table, de projet novateur tourné vers l'avenir et capable de susciter une adhésion. Nos dirigeants sont davantage dans la gestion et la réaction que dans l'imagination et la construction".

"Un travail considérable, a été accompli depuis la création de l'Union européenne. C'est la première fois qu'un continent est unifié pacifiquement !"

Pourquoi nos dirigeants restent-ils si frileux ?

Jean-Dominique Giuliani : "La démocratie représentative traditionnelle est bousculée par la globalisation, la médiatisation et les très rapides mutations économiques et technologiques. Le projet européen aussi, qui fait appel à la raison et se pense dans le long terme. Or, la politique a bien changé. Nous manquons d'élus de bon sens, qui connaissent les réalités économiques et sociales et qui ont le courage de se projeter dans l'avenir, c'est-à-dire d'œuvrer dans l'intérêt général avant d'essayer de gagner la prochaine échéance électorale. Gouverner est aussi plus complexe que jamais et je ne détiens pas toutes les réponses... Pourtant, l'Europe continue à attirer... C'est une zone qui connaît une forte immigration et des États restent nombreux à souhaiter y adhérer. Il faut garder à l'esprit qu'un travail considérable, sans précédent dans l'histoire de l'humanité, a été accompli depuis la création de l'Union européenne. C'est la première fois qu'un continent est

unifié pacifiquement ! Aujourd'hui, nous avons une monnaie commune, à laquelle les citoyens sont attachés, les Européens peuvent librement circuler dans l'espace Schengen, la qualité de vie des Européens est certainement l'une des plus enviées avec un niveau de vie élevé et des protections sociales et de santé sans équivalents dans le monde. 50 % des dépenses sociales mondiales sont faites en Europe. Tout cela dans la liberté et la démocratie. Autant d'acquis dus à la stabilité en Europe et au partage de ces valeurs avec nos partenaires. On ne reviendra pas sur cet acquis européen qui nous a permis ce retour aux tous premiers rangs mondiaux et qui est toujours plein de promesses pour l'avenir."

“François Mitterrand et Helmut Kohl avaient compris que le projet devait toujours progresser sous peine de se mettre en panne.”

Vous avez évoqué les cinq compétences exclusives des institutions européennes. Est-ce que ces compétences correspondent aux enjeux actuels de l'Europe prise dans sa globalité ? Ne serait-il pas pertinent de lui en attribuer de nouvelles, comme la recherche et le développement, la politique internationale ou encore la défense ?

Jean-Dominique Giuliani : “Elle s'en préoccupe aussi. Et le champ de la coopération et des politiques européennes s'est déjà accru dans les derniers traités. Malheureusement, les Européens se sont trop réfugiés dans le confort d'une situation où leur sécurité était assurée par d'autres, privilégiant la distribution de richesses. Depuis vingt ans, ils se sont endormis sur leurs acquis. La dernière création notoire remonte à la monnaie unique. C'était un pari de François Mitterrand et d'Helmut

Kohl qui avaient compris que le projet devait toujours progresser sous peine de se mettre en panne. Le chancelier allemand a été courageux d'agir contre son opinion publique du moment, qui l'en a félicité par la suite. Pourtant, il aurait fallu aller plus loin. Dès le déploiement de la monnaie unique, il était nécessaire de commencer à poser les bases d'une politique budgétaire fiscale commune pour rapprocher nos politiques économiques et nos taux d'imposition. Un agenda fiscal franco-allemand, étalé dans la durée, auquel adhérerait une poignée de pays européens, serait aujourd'hui un signal qui générerait une vraie confiance et des investissements du monde entier. Nous avons atteint des niveaux de coopération entre nos États, inédits dans le monde, y compris en matière de défense et de diplomatie. Mais il faut aller plus vite et plus loin. Il est impératif que l'Europe précise sa vision stratégique et son rapport à l'outil militaire, un sujet sur lequel la France est très en avance et, à bien des égards, exemplaire. Première zone de création de richesses du monde, l'Europe ne peut pas rester longtemps désarmée, offerte comme un joli fruit mûr aux appétits des autres. Elle doit s'assumer comme puissance. Le travail est en cours, mais il est trop lent et difficile compte tenu des histoires de chacun des pays. Au 21^{ème} siècle, la taille pertinente est celle des Etats-continentaux. Nous devons créer une Union forte et crédible tout en respectant nos identités nationales, c'est le défi européen. A la décharge de nos dirigeants, il faut reconnaître que la période est très compliquée. Nous avons besoin de remuscler nos économies et de recouvrer le sens de la compétition.”

“Pour moi, les choses sont devenues tellement complexes qu'il va falloir des circonstances exceptionnelles pour provoquer la réaction des citoyens et certainement voir apparaître des leaders à la hauteur”.

Vous êtes donc pessimiste...

Jean-Dominique Giuliani : “Pas du tout. Je reconnais que la construction européenne traverse une phase difficile, mais je reste optimiste car je suis convaincu que la sédimentation des richesses, des cultures, de nos histoires respectives et de notre histoire commune en Europe constitue un capital exceptionnel qui permet un sursaut. Par ailleurs, on ne reviendra pas sur les traités européens qui sont des contraintes nous empêchant de tomber dans le nationalisme, le populisme ou le laxisme. Ils nous engagent et c'est une véritable garantie. Il est vrai que la cote de confiance des institutions européennes a chuté de 10 % entre 2003 et 2013, mais elle remonte aujourd'hui. A mon sens, les difficultés économiques ont eu un réel impact sur l'appréciation des citoyens. Mais, elles ne sont pas les seules. Au moment où l'Europe commence à exister sur la scène internationale, elle est menacée en interne par une crise existentielle... Aujourd'hui, elle fait rêver à l'extérieur ; elle ne doit pas désespérer à l'intérieur. C'est ce que semble avoir compris Jean-Claude Juncker, le nouveau président de la Commission européenne. Nos gouvernements nationaux doivent aussi faire ce travail et assumer plus clairement l'engagement européen de leur pays”.

“Une initiative franco-allemande présentant une feuille de route économique ou fiscale est attendue par nos partenaires.”

Quelles solutions préconisez-vous pour restaurer la place de l'Europe et la confiance des citoyens ?

Jean-Dominique Giuliani : “Etre concrets. La priorité est économique et sociale. Il faut retrouver la croissance et l'emploi par des

réformes difficiles à mener, mais à conduire en commun dans la solidarité européenne, même à quelques-uns. Une initiative franco-allemande présentant "une feuille de route" économique ou fiscale est attendue par nos partenaires. Elle serait susceptible d'avoir des effets d'entraînements et des résultats concrets. En outre, il faut répondre aux incertitudes stratégiques, par exemple le défi terroriste et nous savons que nous ne le ferons vraiment avec efficacité qu'à plusieurs. La Commission Juncker a déjà beaucoup changé et les institutions européennes se réforment. C'est maintenant aux gouvernements nationaux d'être à la manœuvre. Car, comme à chaque fois qu'ils doivent prendre des décisions importantes, ils découvrent que l'intérêt collectif de l'Union européenne rejoint l'intérêt national. La marche à l'intégration va donc se poursuivre. Elle doit apporter plus de résultats et ceux-ci doivent être défendus dans les Etats membres. Il convient désormais de présenter l'Europe comme un choix pleinement assumé et non la cause de nos difficultés, ce qu'elle n'est pas. Il ne servirait à rien de relancer des débats institutionnels comme il est injuste d'accuser l'Europe de tous nos maux, à commencer par ceux qui relèvent de notre responsabilité. Mais nous devons fixer un objectif concret à nos politiques européennes communes : rester l'une des principales puissances du monde et garantir à nos concitoyens une société de liberté, d'efficacité économique et de progrès social à laquelle ils sont attachés."

"Cet objectif dépasse la simple méthode des petits pas. Elle exige de la vision, de l'enthousiasme, de la volonté et du courage. D'abord dans chacun de nos États." ■



JEAN-DOMINIQUE GIULIANI EST NÉ LE 5 FÉVRIER 1956.

Conseiller spécial à la Commission européenne (2008-2010), il a été maître des requêtes au Conseil d'État, directeur de cabinet du président du Sénat, René Monory, de 1992 à 1998, et directeur à la direction générale du groupe Taylor Nelson Sofres, de 1998 à 2001. En 2001, il fonde sa propre entreprise de consulting international : J-DG.Com International Consultants qu'il préside. Il a également été nommé au conseil de surveillance d'Arte France en juin 2009. Il préside actuellement la Fondation Robert Schuman, centre de recherche de référence, qui œuvre en faveur de la construction européenne. Il a notamment publié : *Plaidoyer pour l'élargissement et Atlas des nouveaux membres*, 2 tomes, Notes de la Fondation Robert Schuman (Paris, 2002), *Quinze + Dix, le grand élargissement*, Albin Michel (Paris 2003), *L'élargissement de l'Europe*, collection "Que sais-je ?", PUF (Paris, 2005), *Un Européen très pressé* aux éditions du Moment (mai 2008) et *Les 100 mots de l'Europe* avec Jean-Paul Betbéze, PUF, collection "Que sais-je ?", Paris, (mai 2011). Son dernier ouvrage, intitulé *Pourquoi et comment l'Europe restera le cœur du monde - Petit traité d'optimisme* est sorti aux éditions Lignes de repères (mars 2014).

Il a codirigé *L'Atlas permanent de l'Union européenne*, (Lignes de repères, 2012). Expert reconnu des politiques européennes, il intervient régulièrement dans les médias audio-visuels. Il est éditorialiste dans plusieurs journaux.

Jean-Dominique Giuliani est chevalier de la Légion d'honneur et officier de l'Ordre national du Mérite. Il est titulaire de nombreuses décorations étrangères, et notamment Grand Croix du Mérite fédéral d'Allemagne, commandeur de l'ordre de Gediminas de Lituanie, du Service national de Roumanie, de la République de Hongrie.